

IAA
Service environnement
DDPP du Finistère
2 rue de Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREPOT FRIGORIFIQUE BIGARD

KERGOSTIOU
BP 53
29300 Quimperlé

Références : -
Code AIOT : 0052903493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement ENTREPOT FRIGORIFIQUE BIGARD implanté KERGOSTIOU BP 53 29300 Quimperlé. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérification par sondage de la conformité des installations à l'arrêté ministériel du 16/07/97 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOT FRIGORIFIQUE BIGARD
- KERGOSTIOU BP 53 29300 Quimperlé
- Code AIOT : 0052903493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt frigorifique Bigard, établissement rattaché au groupe Bigard, exploite une installation frigorifique à l'ammoniac (NH3)

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Partie documentaire - Visite annuelle	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Partie documentaire - Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Partie documentaire - Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Partie documentaire - Consignes et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Partie documentaire - Zones de sécurité NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Partie documentaire - Systèmes de détection NH3 et alarmes	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Partie documentaire - Equipements importants pour la	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sécurité (EIPS)			
8	Partie documentaire - Equipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Visite SdM - Portes et ouvertures	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Visite SdM - Etude de dangers (EDD)	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
11	Visite SdM - Rétention en SdM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Visite SdM - Systèmes de détection NH3 et alarmes	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
13	Visite SdM - Equipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

10 constat portent sur la demande de justificatifs que l'exploitant n'a pu produire le jour de l'inspection car ces justificatifs sont archivés à la maintenance du groupe Bigard et non à la maintenance de de l'entrepôt frigorifique Bigard.

3 constats portent sur des actions correctives dont la plus urgente est la mise en place de dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit qui doivent indiquer la direction du vent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Partie documentaire - Visite annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Visite annuelle

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 8/11/2024, l'exploitant a communiqué un compte-rendu de visite annuelle de l'installation de réfrigération employant l'ammoniac, suivant l'art. 9 de l'AM du 16 juillet 1997, réalisé le 18/07/2024 par Cryo Contrôle.</p> <p>Ce compte-rendu comporte 1 point non conforme (relatif à l'art. 48 de l'AM NH3 du 16/07/1997) et 6 points en cours (relatifs aux articles 7, 10, 17, 39, 46 et 54 de l'AM NH3 du 16/07/1997)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection un tableau de suivi des actions correctives relatif aux points non conforme (1 point) ou en cours (6 points)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Partie documentaire - Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le nouveau responsable "énergies" est la personne nommément désignée chargée de la surveillance des installations NH3 frigorifiques. Mais la désignation de la personne reste à formaliser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection l'attestation désignant la personne chargée de la surveillance des installations NH3 frigorifiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Partie documentaire - Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci. Cette formation doit notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : Le CR de la visite annuelle réalisée le 18/07/2024 par Cryo Contrôle précise : la liste du personnel formé à la sécurité et à l'exploitation de l'installation frigorifique ammoniac est tenue à jour par le service RH (A mettre à disposition de la maintenance) ; mais l'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter cette liste. Concernant la formation spécifique assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques, l'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter les programmes et attestations de stage de la personne nommément désignée et des 2 frigoristes. Concernant les exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention, l'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter le compte-rendu du dernier exercice. Concernant l'entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, il reste à mettre en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La liste du personnel formé à la sécurité et à l'exploitation de l'installation frigorifique ammoniac (tenue à jour par le service RH du groupe Bigard) doit être mise à disposition de la maintenance (entrepôt frigorifique Bigard). L'exploitant doit communiquer à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• les programmes et attestations de stage de la personne nommément désignée et des 2 frigoristes,• le compte-rendu du dernier exercice de simulation d'application des consignes de sécurité, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et

d'intervention. Enfin, l'exploitant doit mettre en place un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Partie documentaire - Consignes et procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et procédures d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter les consignes et procédures d'exploitation relatives aux installations frigorifiques NH3 qui sont dans le bureau maintenance (groupe Bigard).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le classeur des consignes et procédures d'exploitation relative aux installations frigorifiques NH3 (tenu à jour par le groupe Bigard) doit est mis à disposition de la maintenance (entrepôt frigorifique Bigard).</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection les 3 consignes suivantes listées explicitement dans l'AM du 16/07/1997 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en marche normale, • à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations, • et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Partie documentaire - Zones de sécurité NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de sécurité NH3

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de sécurité sont déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en œuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations. Les risques présents dans ces zones peuvent induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.</p> <p>L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité à l'intérieur de l'installation. Il tient à jour à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisés dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc.).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan d'urgence s'il existe (notamment au niveau des moyens d'alerte du plan d'opération interne s'il existe).</p> <p>L'exploitant doit pouvoir interdire, si nécessaire l'accès à ces zones.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le CR de la visite annuelle réalisée le 18/07/2024 par Cryo Contrôle précise : Plans des zones de sécurité STEF de 2011. Mais l'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter les plans de zones de sécurité NH3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection les plans des zones de sécurité NH3 (RdC, Combles) qui permettent de visualiser partout où circule l'ammoniac (Salle des machines, circuits directs, zones utilisateurs (évaporateurs), condenseur...).</p> <p>Ces plans doivent être affichés à l'entrée de la salle des machines (entrepôt frigorifique Bigard)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Partie documentaire - Systèmes de détection NH3 et alarmes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection NH3 et alarmes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux</p>

situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur...

Constats :

Le CR de la visite annuelle réalisée le 18/07/2024 par Cryo Contrôle précise :

- plan d'implantation de la détection NH3 STEF complété par EFB,
- compte rendu des essais de la détection NH3 : OLDHAM le 7 avril 2023,
- Essais ventilation : AXIMA le 2 octobre 2023,
- compte rendu des essais de la mise en sécurité de l'installation : AXIMA le 20 septembre 2023.

Mais l'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter les documents précités ; ainsi que les documents suivants :

- étude préalable relative à l'implantation de la détection,
- liste des détecteurs tenue à jour par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection :

- l'étude préalable relative à l'implantation de la détection,
- la liste des détecteurs tenue à jour par l'exploitant,
- le dernier compte rendu des essais de la détection NH3,
- les derniers essais de la ventilation,
- le dernier compte rendu des essais de la mise en sécurité de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Partie documentaire - Equipements importants pour la sécurité (EIPS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements importants pour la sécurité (EIPS)

Prescription contrôlée :

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.

Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.

Constats :

L'exploitant explique qu'un système de supervision de l'installation NH3 frigorifique permet d'avoir immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

L'exploitant n'a pas pu présenter le jour de l'inspection :

- la liste des EIPS tenue à jour par lui,
- le dernier rapport de contrôle des EIPS et celui effectué par AXIMA le octobre 2023 (pour lequel le CR de la visite annuelle réalisée le 18/07/2024 par Cryo Contrôle demande de prendre en compte les remarques CLAUGER suite au contrôle des EIPS),
- les consignes écrites qui doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection :

- la fiche technique de son système de supervision de l'installation NH3 frigorifique,
- la liste des EIPS tenue à jour par lui,
- le dernier rapport de contrôle des EISP et celui effectué par AXIMA le octobre 2023,
- les consignes écrites qui doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de

maintenance de ces équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Partie documentaire - Equipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression (ESP)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine... + art. 6 de l'AM du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples + cahier technique professionnel (CTP) du 23/07/2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, qui annule et remplace celui du 7 juillet 2014, et qui impose notamment, à partir du 2/01/2021, l'élaboration d'un « plan d'inspection », rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne habilitée (cf.§.A8 du CTP frigo du 20 juillet 2020)</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 12/11/2024 l'exploitant a communiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> la liste des ESP (récipients, tuyauteries) ; mais la liste des ESP n'est pas datée et n'est pas tenue à jour par l'exploitant (absence d'entête au nom de l'exploitant), et 2 rapport de vérification des ESP : n°2290214-001-1 du 27/07/2023 (récipients) ; n°2251607-001-1 du 27/07/2023 (tuyauteries). <p>L'inspection procède par sondage à la vérification de la bouteille BP n°2042 d'une capacité de 2500 litres :</p> <ul style="list-style-type: none"> requalification périodique prononcée le 21/04/2023, observations : néant, périodicité inspection retenue : 48 mois, périodicité requalification retenue : 6 ans soit 72 mois.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection une liste des équipements sous pression (ESP), tenue à jour par lui, avec la date de mise à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Visite SdM - Portes et ouvertures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Portes et ouvertures (SdM)
Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. + §.5.12.1 de la norme NF EN 378-3 : Les salles des machines doivent avoir des portes s'ouvrant vers l'extérieur et en nombre adéquat pour assurer l'évacuation des personnes en cas d'urgence. Les portes doivent être étanches et à fermeture automatique. Elles doivent être conçues de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur (système anti-panique). Les portes doivent être de construction coupe feu résistant pendant au moins une heure, grâce à des matériaux et une construction soumis à essai conformément à l'EN 1634. Il ne doit y avoir aucune ouverture permettant le passage involontaire de fluides frigorigènes, de vapeurs, d'odeurs et de tout autre gaz s'échappant vers un espace occupé.
Constats : L'inspection constate l'existence de 3 portes accédant à la SdM : - porte à partir du couloir local de charge, - porte à partir du local maintenance, - porte à partir du local électrique qui ne s'ouvre pas vers l'extérieur (quand on est dans la SdM).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit rectifier le sens d'ouverture de la porte de la SdM accessible à partir du local électrique ou murer cette porte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Visite SdM - Etude de dangers (EDD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers (EDD)
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans. + art. L.181-25 : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. + art. 51 de l'AM du 4/10/2010 : Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers,

l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. "La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement". "Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés". L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.
+ guide Ineris 2015 de rédaction des EDD NH3 frigo

Constats :

L'étude de danger initiale, rédigée en mars 2000 par Matal, a fait l'objet d'une tierce expertise, rédigée le 8/07/2003 par C2EF, concluant sur la nécessité de procéder aux aménagements complémentaires suivants :

- réalisation du confinement de la zone des condenseurs avec mise en place d'une détection NH3 y compris les tuyauteries de liaison avec la SdM,
 - interdiction formelle du fonctionnement à sec du condenseur évaporatif,
 - élévation de la cheminée d'évacuation d'air ammoniacué à 12 mètres de haut minimum par rapport au niveau de la SdM,
 - non nécessité de la pose du pot de captation des soupapes de sécurité, mais ramener toutes les sorties de soupapes dans les confinements ou dans la cheminée d'évacuation (de l'air ammoniacué) ; nécessité de garder un détecteur NH3 spécifique aux soupapes.
- Les courriers C2EF du 6/04/2004 et Cryologic du 11/06/2004 attestent de la réalisation des préconisations de la tierce expertise.

Mais l'inspection constate :

- que les seuils de toxicité de l'ammoniac utilisées dans l'EDD Matal (par ex, pour une durée d'exposition de 30mm : SEL (6200 ppm), SEI (500 ppm)) ont été révisés en 2003 (par ex, pour une durée d'exposition de 30mm : SEL (4767 ppm), SEI (500 ppm)). Les distances d'effets de l'EDD Matal sont donc aujourd'hui sous-évaluées,
- les installations ont été modifiées depuis l'EDD initiale (notamment compresseurs démantelés en SdM)
- qu'il manque des panneaux au plafond de la SdM (problématique continuité coupe-feu...)
- l'absence d'extraction au niveau des stations de vannes

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter son étude de dangers, notamment :

- actualiser la description des installations modifiées depuis l'EDD initiale,
- s'assurer que l'analyse des risques est toujours pertinente notamment avec les nouveaux seuils de toxicité de l'ammoniac en vigueur depuis 2003 ; et en prenant en compte tous les scénarios préconisés par le guide INERIS 2015 pour la rédaction des études de dangers des installations de réfrigération à l'ammoniac, notamment le scénario perte d'utilité de l'extracteur NH3 en cas de fuite NH3 dans la SdM,
- faire certifier par une personne ou une entreprise compétente le caractère coupe-feu de la SdM (murs, plancher, plafond) afin d'éviter une éventuelle propagation d'incendie

externe qui pourrait être à l'origine d'un incendie en salle des machines qui pourrait conduire à la perte de confinement des récipients NH3 ; les travaux prévus p22 dans l'EDD Matal ont-ils été réalisés ? notamment mur béton côté CF1 et mur séparant l'atelier de la SdM montés jusqu'à la toiture ?

- tenir compte de la fuite accidentelle d'ammoniac survenue le 22/09/2023 dans une entreprise de transport et logistique 56- Le Sourn (n°Aria 61336) où l'absence d'extraction au niveau d'une station de vannes aurait pu avoir des conséquences graves sur les enjeux humains en dehors du site ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Visite SdM - Rétention en SdM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention en SdM

Prescription contrôlée :

Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique de l'ammoniac. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Constats :

L'étude de danger initiale, rédigée en mars 2000 par Matal précise, à la page 24, que l'ensemble de la SdM est associée à une rétention ; mais l'inspection constate seulement l'existence d'une rétention partielle sous les récipients NH3 équipée d'un regard avec un dispositif d'obturation (bouchon) ; le sol de la SdM est en mauvais état (carrelage cassé, présence socles dégradés en béton ou siégeaient les 2 compresseurs supprimés...)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que l'ensemble de la SdM est associée à une rétention ; sinon, il doit expliquer comment serait retenue une fuite liquide d'ammoniac hors récipients : par exemple à partir d'un compresseur ou d'une canalisation aérienne surplombant le sol de la SdM hors rétention partielle dédié aux récipients.

Enfin l'exploitant doit remettre le sol de la SdM en bon état : réparation du carrelage cassé, arasement socles dégradés en béton ou siégeaient les 2 compresseurs supprimés...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Visite SdM - Systèmes de détection NH3 et alarmes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection NH3 et alarmes

Prescription contrôlée :

...Des dispositifs complémentaires. visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Constats :

L'inspection constate l'absence de dispositifs complémentaires. visibles de jour comme de nuit, qui doivent indiquer la direction du vent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Visite SdM - Equipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression (ESP)
--

Prescription contrôlée :

L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine...

+ art. 24 de l'AM ESP du 20/11/2017 :

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ». Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.

Constats :

Dans le cadre de la vérification par sondage de la bouteille BP n°2042 d'une capacité de 2500 litres, l'exploitant n'a pu montrer le jour de l'inspection le poinçonnage, ou le report de marquage, relatif à la requalification du 21/04/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer à l'inspection une photo du poinçonnage, ou du report de marquage, relatif à la requalification du 21/04/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois